

Novembre 2018

EDITO :

Cher(e)s collègues,

Nous n'avons pas l'habitude d'écrire pour nous glorifier mais simplement pour vous informer, rendre compte des réunions et des actions, préparer des mobilisations sur ce qui touche à la DGFiP comme sur d'autres sujets dits « de société ». Nous nous efforçons de dire ce que nous faisons et plus encore de faire ce que nous disons, vous le savez pour nous lire régulièrement.

Ceci étant, nous sommes à quelques semaines d'une échéance qui compte à la DGFiP, comme dans toute la Fonction Publique : les élections professionnelles qui se dérouleront, par un vote électronique, du 29 novembre au 6 décembre prochains. C'est un moment fort qui permet l'expression directe des personnels et du soutien qu'ils apportent aux organisations syndicales.

Pour conforter la démocratie sociale à la DGFiP, mais aussi pour exercer un droit fondamental des salariés-es, notre premier message est de vous dire : il est primordial que vous votiez durant ces 8 jours, nous vous appelons donc à voter et faire voter :

- **Solidaires Finances Publiques** pour les CAP, les CCP, le CTL et le CTR.
- **Solidaires Finances** pour le Comité Technique Ministériel.

Nous n'avons pas la prétention de penser que notre action syndicale est parfaite et nous pouvons sans doute améliorer notre action pour les agents-es. Mais nous nous efforçons d'évoluer, avec les forces de notre énergie militante. Pour contribuer à ce travail collectif, nos militante-s donnent tout ce qu'ils peuvent, avec ferveur et honnêteté. Et ce malgré les tensions dans les services et les attaques de tous côtés qui rendent parfois le militantisme syndical compliqué à vivre.

Dans ce contexte, **Solidaires Finances Publiques** est un outil nécessaire pour vous représenter au mieux et nous ne ménageons pas notre investissement personnel et collectif pour défendre inlassablement les intérêts matériels et moraux de tous les agents-es de la DDFiP 27.

Nous n'avons pas voulu mener une campagne électorale « particulière » même s'il y a un peu plus de presse que d'habitude. Notre objectif est, et a toujours été, d'être aux plus proches de vous et de vos préoccupations quotidienne. Personne ne pourra dire que **Solidaires Finances Publiques** se rappelle à vous uniquement au moment de récolter vos suffrages. C'est un point d'honneur incontournable de notre action syndicale.

Au travers des pages qui suivent, nous revenons sur 4 années d'activité intense (de manière non exhaustive) au cours desquelles la section s'est démenée pour honorer la confiance que vous nous avez accordée aux dernières élections. Nous nous sommes efforcés et nous continuerons de faire vivre un syndicalisme porteur de valeurs, au service des agents-es et des missions.

Soyez assuré-es cher-es collègues de notre soutien dévoué et militant.

Le Bureau de section de **Solidaires Finances Publiques 27**.

Une activité institutionnelle intense pendant ces 4 années!





Vous avez fait largement confiance à Solidaires Finances Publiques lors des dernières élections professionnelles et nos 14 élus en commissions administratives paritaires locales n'ont pas ménagé leurs efforts pour se montrer à la hauteur! Ce ne sont pas moins de 36 réunions couvertes ces 4 dernières années.

C'est lors de ces CAPL que se jouent nombre de situations personnelles, c'est pourquoi, nous n'en avons manqué aucune et avons toujours siégé au complet.

A chacune de ces réunions, les élus ont préparé les dossiers et on rendu compte collectivement et individuellement en prenant le temps nécessaire. Solidaires Finances Publiques les remercie d'ailleurs ici pour leur investissement personnel, chacun d'entre eux ayant participé à des formations syndicales pour exercer au mieux leur mandat et ayant, trop souvent du essuyer les reproches liés à leurs absences du service. Sachez que lorsqu'ils sont absents du service, ils travaillent pour vous et la collectivité DGFIP. Soyons compréhensifs et solidaires!

Dans ces instances, même si les règles de gestion actuelles et encore plus celles à venir ne correspondent pas à notre revendicatif, notre principale action consiste le plus souvent à vérifier la bonne application des règles validées par la Centrale en ce qu'au moins leur bonne application garantisse un traitement équitable des situations individuelles dans le respect du cadre collectif.

Cela est vrai sur l'ensemble des CAPL que ce soit en mutation, en liste d'aptitude et en appel de notation. Dans cette instance, nous nous sommes efforcés d'être les meilleurs avocats possibles pour faire aboutir favorablement les nombreux dossiers qui nous ont été confiés. Nous continuerons dans cette voie si vous nous renouvelez votre confiance!

Sachez que parmi nos élus en CAPL sont choisis vos représentants en commission de réforme.

Cette commission est certainement la moins connue de la plupart d'entre vous et tant mieux

oserions-nous dire! Tant mieux, parce qu'elle se réunit pour les reconnaissances de maladie professionnelle, imputabilité au service des accidents, taux d'invalidité, attribution de pension d'invalidité, mise en retraite pour invalidité, etc...

Commission

de Réforme

Cette commission rend des avis que l'administration suit de manière systématique dans notre département. Ces décisions ont souvent un impact financier important pour les personnels concernés dans des moments de la vie difficiles.

Pour défendre aux mieux vos droits et vos intérêts, Solidaires Finances Publiques 27 a sollicité la création d'une formation syndicale spécifique qui a vu le jour en 2012 et que nous avons suivie.

Nous avons recensé plus d'une dizaine de commissions sur la période écoulée et leur nombre ne cesse d'augmenter malheureusement. Parmi les dossiers emblématiques, ont été reconnus en maladie professionnelle un cas d'exposition à l'amiante et un cas de burn out.

En quatre ans, plus de 30 réunions du Comité technique local se sont déroulées.

Dans cette instance comme dans les autres, nos 6 élus ont toujours répondu présents pour travailler sur les dossiers, faire des propositions, poser des questions avec à l'esprit la défense de nos missions et de nos structures pour nos emplois et pour le service public.

Nous dénonçons à chaque instance en propos liminaire les politiques nationales et locales et nous vous rendons compte, ceci dans un temps de plus en contraint par la restriction des droits syndicaux.

La dialogue social s'avère de plus en plus compliqué dans cette instance où l'administration nous communique ce qu'elle veut bien, et surtout c'est toujours elle qui a le dernier mot quel que soit le vote des élus. Nous nous attachons donc avec acharnement à faire modifier les projets dans le sens de l'intérêt collectif et à être force de proposition. Nous travaillons en collaboration avec les collègues des services concernés par tel ou tel sujet à l'ordre du jour. Comme nous l'avons fait pendant ces 4 ans nous continuerons d'utiliser le boycott (5 fois en 4 ans et pour des comité technique emplois pour la plupart) toujours à bon escient, afin de marquer notre fort désaccord. A ces boycotts peuvent s'ajouter des envahissements ou des actions symboliques de manière à ce que nos directeurs prennent conscience de vos difficultés quotidiennes , dans votre travail et dans l'organisation de vos services.

Notre travail sera, pour la période qui s'ouvre, d'obliger notre Direction à communiquer ses projets le plus en amont possible, de faire des contre-propositions et de continuer à défendre nos missions et nos emplois.

Une activité institutionnelle intense pendant ces 4 années!





Au Conseil départemental d'action sociale, nos 4 représentants ont participé aux 11 réunions des 4 dernières années. Nous portons dans cette instance ministérielle le revendicatif de Solidaires Finances.

Nous faisons valoir nos positionnements en propos liminaire sur les politiques menées au niveau national comme au niveau local.

Nous rappellerons l'engagement indéfectible des représentants de Solidaires Finances au service des agents et du bien-être collectif, notre attachement à la restauration collective, notre engagement pour le meilleur fonctionnement des associations ALPAF (logement), AGRAF (restauration) et EPAF (séjours). Notre action locale porte sur la meilleure utilisation possible des Crédits d'Actions Locales (CAL) au travers principalement de l'Arbre de Noël. Nous essayons d'être force de propositions pour l'organisation de sorties en faveur des actifs et retraités et essayons de travailler en concertation avec les acteurs du service social local pour qu'aucun agent ne soit laissé de côté. Les principales actions locales qui ont marqué l'activité des 4 dernières années restent celles menées autour de la défense des restaurants administratifs du département. Nous avons malheureusement connu la fermeture de celui de Bernay et d'Evreux Politzer. Notre pétition et notre intervention auprès du représentant du Ministre ont peut-être permis le sursis accordé au restaurant de Vernon. Notre objectif sera de continuer à défendre l'action sociale ministérielle et à la mettre en œuvre au service de toutes et tous au plan local.



Le CHSCT est une instance qui a pris une grande importance depuis quelques années et notamment sur l'aspect conditions de travail. Nos 4 représentants n'ont pas ménagé leurs efforts lors des quelques 18 réunions qui se sont tenues. Solidaires Finances s'est investi en assurant les fonctions de secrétaire du CHSCT.

Une dizaine de groupes de travail préparatoires ont aussi eu lieu et beaucoup de visites de services. Solidaires Finances a toujours répondu présent!

L'activité dans cette instance est complexe puisqu'il faut avoir à l'esprit nombre de réglementation dont celles issue du code du travail. Ces 4 années, nous nous sommes attachés à défendre les conditions de travail des agents par la mise en œuvre du droit d'alerte, par les nombreux signalements par le production d'avis écrits, notamment sur des projet de réorganisation, etc.

Un gros travail a été fait autour des campagnes DUERP/PAP et sur le sujet de l'amiante. Solidaires Finances n'a eu de cesse dans cette instance de demander au président de communiquer le plus en amont possible ses projets afin de pouvoir mener à bien notre mission et de faire des propositions pour améliorer les conditions de travail.

Rappelons que cette instance dispose d'un budget qui nous a permis de financer du matériel sur prescription médicale, de cofinancer des travaux de réfection de sanitaires et des travaux de guichets, des formations (secourisme, risques routiers, etc). Notre action vise à faire en sorte que ce budget ne soit pas approprié par la Direction locale mais bien utilisé pour la santé, l'hygiène, la sécurité et les conditions de travail des agents.

Solidaires Finances a parfois validé des procédures de cofinancement afin que des travaux puissent être réalisés. En effet, sans un appui du CHSCT, certains travaux de guichets ou de rénovation de sanitaires n'auraient jamais été réalisés.

Solidaires Finances veut être constructifs et proposer les meilleures actions possible dans l'intérêt du collectif. Ce travail est réalisé en constante communication avec les acteurs de la prévention. C'est ainsi que nous continuerons de faire avancer cette instance.



L'activité du Bureau De Section!



L'activité du Bureau de section est elle-aussi dense et diversifiée. Solidaires Finances Publiques 27 est la première organisation syndicale depuis de nombreuses années dans le département et nous voulons être à la hauteur.

Nous comptons 28 élus et représentants (titulaires et suppléants) ainsi qu'un réseau de correspondants sur de nombreux sites, au passage un grand merci à eux. Notre Bureau de section compte 14 membres présents à chacune des réunions mensuelles. Depuis 4 ans pas moins de 39 réunions de Bureau nous ont permis de faire le point régulier sur l'actualité des services sur chaque site, travailler sur les actions à mettre en œuvre et participer à la vie du syndicat en faisant remonter au national et à l'interprofessionnel notre positionnement.

Nous revendiquons un syndicalisme de proximité. Ainsi, en 4 ans, ce sont plus de 300 Heures Mensuelles d'Information (HMI) que nous avons animées sur l'ensemble des sites du Département. A travers ces rencontres, nous vous donnons de l'information, nous essayons de répondre à vos questions mais surtout nous vous écoutons et échangeons avec vous afin de porter au mieux vos revendications et de faire entendre vos difficultés et préoccupations.

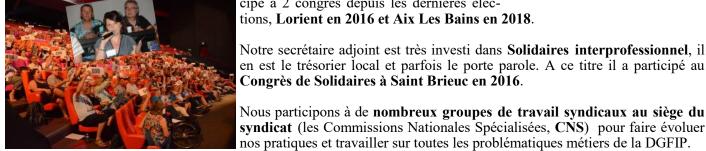
Solidaires Finances Publiques 27, c'est aussi une Assemblée Générale annuelle avec en moyenne une cin-

quantaine de participants qui valident l'activité locale et élisent le Bureau de Section. Cette AG est aussi un moment privilégié d'échanges en la présence d'un membre du bureau national sur l'ensemble du revendicatif et des préoccupations de toutes et tous.

Tous les deux ans, des délégués de la section participent au Congrès de Solidaires Finances Publiques pour y porter le mandat de l'Assemblée générale

> sur le revendicatif. Ainsi nous avons participé à 2 congrès depuis les dernières élec-

tions, Lorient en 2016 et Aix Les Bains en 2018.



Nous participons à de nombreux groupes de travail syndicaux au siège du syndicat (les Commissions Nationales Spécialisées, CNS) pour faire évoluer

Notre secrétaire est aussi conseillère syndicale régionale. A ce titre, nous organisons en région au moins une réunion trimestrielle destinée à préparer le Conseil Syndical (l'organe exécutif du syndicat) à Paris. Les conseillers régionaux y siègent avec l'ensemble du bureau national afin de débattre de l'actualité internationale, nationale, Fonction Publique, DGFIP et de mettre en œuvre et faire évoluer notre revendicatif. Nous portons nos propositions à l'interpro, au Ministère, à la Fonction Publique, à la DGFIP. Nous proposons des actions, un cadre de travail, etc...

Notre secrétaire départementale est investie depuis plus d'un an maintenant dans la formation syndicale finances publiques, tout comme notre secrétaire adjoint pour Solidaires interprofessionnel. A ce titre, ils animent et animeront régulièrement des formations syndicales sur l'ensemble du territoire, au service des militants.

Ces pratiques et notre investissement nous permettent de proposer des actions à l'intersyndicale locale que nous essayons de faire vivre.

Vous pouvez compter sur un Bureau de section dynamique et toujours mobilisé dans l'action et au service de toutes et tous!



La Formation syndicale en 4 ans!



Pour pouvoir vous défendre dans les meilleures conditions possibles, les militants et élus de Solidaires Finances Publiques se forment régulièrement. En 4 ans, ce ne sont pas moins de 20 formations qui ont été dispensées.





- •Formation CAPistes les 16 et 17 février
- •Rencontre des militants en CHS CT du 24 au 26 mars
- •Formation sur la Réforme Territoriale le 10 avril
- •Rencontres nationales des sections au Bureau National du 8 au 10 décembre.
- •Formation prise de note et rédaction de tracts en mars
- •Formation « Réflexes Militants » les 25 et 26 avril
- •Formation avec Solidaires et VISA le 12 mai
- « Lumière sur les mairies brunes »
- •Formation trésorier le 17 novembre
- •Formation « Revenu Universel » en novembre
- •Rencontre des 3 versants de la fonction publique les 1er et 2 décembre





- •Formation « Carrières » à Evreux les 2 et 3 mars
- •Formation Revenu universel de base avec Solidaires le 2 juin
- •Journée mutualisation élus en CDAS avec la Seine-Maritime le 9 juin (tous les membres du CDAS 27 et 76)
- •Formation commission de réforme les 22 et 23 juin
- •Formation « Carrières » en septembre
- •Rencontre Nationale des Sections du 21 au 23 novembre



- •Formation animateur de Solidaires (formation de 3 x 3 jours) en janvier, février et mars
- •Formation « quelle stratégie pour Solidaires ? » le 16 mars
- •Formation « Connaître Solidaires » les 19 et 20 mars
- •Formation « Sécurisation des actions syndicales » du 23 au 25 mai







12 et 23 janvier 2015 Action Comités Techniques emplois

Conférence de presse intersyndicale à notre initiative cf. articles Eure Infos du 27 janvier 2015, Paris Normandie du 2 février et interview France Bleu Haute Normandie retransmise le 23 janvier matin juste avant le second CTL boycotté.

Demande d'audience intersyndicale adressée en janvier aux députés et sénateurs du Département.

Un rendez-vous le 9 février avec Hervé Maurey, sénateur maire de Bernay.

Nous ne pouvons que regretter que les autres n'aient même pas pris la peine de nous répondre.

9/04/2015 Grève contre les politiques d'austérité

Un taux de gréviste de 44 % (10 ème taux national) au plan local contre 25 % au plan national. L'intersyndicale avait appelé à un rassemblement à Evreux. Une petite centaine d'agents est venue manifester et est allée à la rencontre du Directeur pour faire part de son mécontentement. Relai presse Paris Normandie du 10/04.



19/05/2015 Action pendant la campagne IR

Le dernier jour de la campagne IR, nous avons appelé les agents à se mobiliser en distribuant des tracts au public sur les plages variables afin de l'informer des restructurations et des conséquences sur le service public dans le département. Beaucoup de soutien des usagers qui souhaitaient agir.

25/06/2015 Manifestation à Rouen contre la réforme territoriale





Actions d'automne :

Nous avons saisi les élus locaux dès le mois de juillet en écrivant aux députés et sénateurs du département ainsi qu'aux conseillers départementaux. Nous souhaitions les sensibiliser sur le devenir de notre service public, les fermetures de structures et leur demandions d'intervenir auprès des Ministres.

Dès septembre, les militants se sont rendus dans les trésoreries menacées, nous sommes allés à la rencontre des Maires et du public. Nous avons fait signer la pétition contre les fermetures (marchés, devant les trésoreries, chez les commerçants...) avec rassemblements des Maires et relai médiatique.



Et au bout, la victoire « 3 trésoreries sur 5 sauvées dans le département »!

Du 10 au 15 septembre à Pacy sur Eure Le 5/10/2015 à Thiberville









Action de boycott des CTL

Lettre ouverte au Directeur en date du 2 octobre 2015 pour signifier que nous ne participerions plus aux CTL sans un changement d'attitude de la part de la Direction (pas de marge de manœuvre, jamais de projets amendés, pas de CHS CT en amont...). Cette action s'inscrivait dans le cadre de l'action nationale et en complément de l'adresse au DG du 28 septembre.

L'intersyndicale locale ne nous a pas suivis sur ce sujet (contrairement aux décisions de l'intersyndicale nationale).

Ce boycott a pris fin lorsque les OS nationales ont été reçues par le ministre et le DG, il n'a finalement porté que sur un seuls CTL. Nous ne pouvions pas nous permettre de boycotter seul les autres instances.



Solidal es Finances Publiques

Action de boycott des vœux du Directeur

Galette des rois Solidaires le même jour.

26/01/2016 Grève Fonction Publique

L'intersyndicale a proposé aux agents de remettre ce jour là au Directeur des cartes de vœux revendicatives. Elles ont donc été remises avant la manif locale par les secrétaires de section. 33 % de grévistes dans le département et une belle représentation dans la manif des Finances Publiques. Taux national 25 %









17/05/2016 Pique-nique revendicatif devant la Cité Administrative

Action relayée par la presse locale, distribution de tracts au public, signature de la pétition « Des moyens pour les finances publiques, pour le service public » sous forme de lettre ouverte aux députés et sénateurs du département. Elle a été publiée sur le site internet de Paris Normandie le 2 juin.

Aucune réponse de nos chers représentants nationaux !



2/06/2016 Journée nationale d'action à la DGFIP/ Rassemblement dans la Cour du château

Dans le cadre d'une journée nationale de grève et d'action à la DGFIP, Solidaires Finances Publiques et la CGT ont appelé les agents à se rassembler dans la Cour du château en amont du CTL sur l'ASR qui se tenait ce jour là. 13 % de grévistes quelques collègues se sont déplacés (40) pour interpeller le Directeur.



27/06/2016 Votation citoyenne contre la loi travail

Solidaires Finances Publiques et la CGT ont organisé la votation sur la loi travail dans le département. 165 votes exprimés sur les sites de Evreux, Louviers, Bernay, Pont-Audemer, Verneuil et Vernon. 152 pour le retrait. Remise des résultats lors de la manifestation du 28/06/2016 contre la loi travail



17/10/2016 Action devant la Cité administrative, tractage et pétition (date d'échéance)

Dans le cadre de la stratégie nationale d'action décidée par l'intersyndicale nationale, Solidaires Finances Publiques, CGT et FO, nous avons organisé une journée de tractage au public avec à nouveau la signature de notre pétition (loi de finances rectificative pas encore votée). Force est de constater que l'intersyndicale n'a pas fonctionné au niveau local. Nous étions seul.

Relais presse: 2 articles dans Paris-Normandie.



Les militants CGT-FO de Solidaires Finances publiques se sont mobilisés ce lundi afin d'alerter sur la disparition progressive des services de proximité due aux suppressions d'emplois. « Dans l'Eure, 18 emplois ont été sacrifiés en 2016 soit plus de

« Dans l'Eure, 18 emplois ont ete sacrifies en 2015 soit plus de 190 emplois en huit ans », denonce les syndicats. Selon eux, le service à l'usager est sacrifié au profit des plateformes téléphoniques. La plupart des demandes seront traitées par téléphone et les rendez-vous ne seront donnés qu'en cas d'absolue nécessité. « Nous sommes extrèmement sollicités par les usagers, c'est ce qui empêche la direction générale des Finances publiques (DGFIP) de fermer complètement les structures. Mais avec la baisse d'effectifs, nous n'avons plus les moyens d'assurer nos missions fiscales correctement », estime Isabelle Laurent, secrétaire départementale.

9/11/2016 manifestation bourse du travail Evreux



Comme vous le savez, au niveau interprofessionnel, nous sommes représentés via l'Union Syndicale Solidaires. Alors que toutes les autres OS sont logées à la Bourse du travail, tel n'était pas notre cas. La bataille a porté ses fruits puisqu'aujourd'hui toutes les OS sont logées dans une nouvelle Bourse du travail dans les anciens locaux de l'IUFM.

15/11/2016 Grève Nationale et Rassemblement devant la Cité Administrative

Dans la poursuite de notre stratégie d'actions, avec cette fois l'ensemble des autres OS, nous avons appelé les agents à venir distribuer des tracts au public avec nous devant la Cité administrative. Cette journée de grève fut une réussite le taux de grévistes étant d'environ 25 % soit à l'identique au plan national. Un quart des agents ont donc suivi l'appel de l'intersyndicale contre l'ASR, les suppressions d'emplois, la perte de certaines missions...

On renouait avec le taux de mécontentement désormais installé durablement à la DGFIP!

Relai presse avec un article dans Paris Normandie le mercredi 16/11.





Solidates Finances Publiques

Boycott des vœux du Directeur, lettre ouverte

19/01/2017 Envahissement du CTL emploi

En deuxième convocation nous avons fait une tournée de HMI intersyndicale afin d'appeler les agents à venir à la rencontre du Directeur pour qu'il ne puisse pas valider ces nouvelles suppressions sans être un peu chahuté et se confronter à la réalité du terrain.

105 agents ont envahi le CT et après lecture d'une déclaration commune et quelques échanges un peu vifs sur les conditions de travail, le directeur a quitté la salle sous les sifflets des agents.





16/05/2017 Des mots croisés géants pour réhabiliter l'impôt

Solidaires Finances Publiques a organisé cette initiative pour sensibiliser le public sur le devenir de nos missions, des services et des structures et afin de rappeler à quoi sert l'impôt. A cette occasion nous avons distribué environ 600 tracts au public devant la Cité administrative pendant la campagne IR. Le public a été comme toujours très réceptif.

30/05/2017 Interpellation des candidats aux élections législatives

Nous avons adressé un courrier à chacun des candidats, hormis ceux du Front National, pour connaître leur opinion sur ce qu'il se passe à la DGFIP et le service public. **Malheureusement aucun d'entre eux ne nous a répondu ni sollicités...**

12/09/2017 Grève contre la loi travail

Belle journée de mobilisation public/privé à Évreux ce 12 septembre ! 2500 manifestants pour protester contre les reculs sociaux organisés par le Gouvernement en place. Les militants du département ont pris part à la manifestation organisée à Évreux.

07/2017 Interpellation des députés, sénateurs et maires du département Nous avons écrit aux élus du département concernant l'ASR et la situation de la DDFIP mais nous n'avons reçu aucune réponse et nous n'avons pas non plus été contacté... COFD.

24/07/2017 Boycott du CTL relatif à l'ASR

Ce 24 juillet se déroulait un CTL en deuxième convocation sur « l'Anéantissement des Structures et du Réseau » dit ASR 2018. Lors de la première convocation, nous nous sommes exprimés en intersyndicale et avons voté à l'unanimité CONTRE le projet présenté.



10/10/2017 Grève Fonction Publique

A l'appel des 9 fédérations de fonctionnaires, les agents publics et notamment ceux de la DGFIP se sont fortement mobilisés en réaction aux atteintes contre le statut, la carrière, le pouvoir d'achat, la disparition du service public et contre la réapparition du jour de carence...

Au niveau national comme au niveau local le taux de grève était de 33 % soit un agent sur 3. Dans le département, cette journée devait marquer le début d'un mouvement local qui allait durer 2 semaines.



Actions CONTRE l'ASR 2018 (largement relayées par la presse locale)

Les actions qui ont le plus marqué notre département cette année sont celles autour de la mobilisation lancée contre l'ASR 2018. A l'initiative de Solidaires Finances Publiques, l'intersyndicale locale a proposé à l'ensemble des agents du département de se mobiliser sur une période de 2 semaines au moyen de grèves tournantes sur l'ensemble des « chefs lieu de RAN ». Les agents se sont ainsi fortement mobilisés: Globalement, la contestation a été massivement présente dans les services directement touchés par l'ASR 2018, cela devait donc nous permettre de faire aboutir nos revendications!

Toutes ces journées d'actions ont été largement médiatisées dans la presse locale ce qui n'a pas forcément plu au Directeur

11/10/2017 Grève et tractage à Bernay 16/10/2017 grève et tractage à Evreux-sud





23/10/2017 Audience au Cabinet du Préfet

Nous avons remis notre pétition pour le maintien des services de proximité qui a recueilli pas moins de 1 060 signatures en 8 jours !

Nous avons souhaité interpeller le directeur de cabinet sur le maillage territorial et le devenir des implantations de nos services, notamment dans le sud du département. Nous avons dénoncé la baisse des effectifs que nous subissons depuis 15 ans et avons évoqué l'ensemble des problématiques immobilières de notre réseau départemental. Nous lui avons demandé d'alerter le préfet de région sur le manque de moyens budgétaires à cet effet.

6/11/2017 Audience avec la Déléguée du Directeur Général

Nous lui avons également remis la pétition signée par les usagers pendant les actions. Elle soutient évidemment le projet du Directeur, cependant elle laisse entrevoir une possibilité d'accueil (sur RDV) dans les SIE de Verneuil et Bernay, de travail à distance pour les agents de PCE et PCRP et ajoute que nous n'avons aucune obligation d'intégrer les MSAP. (d'ailleurs celle de Pont de l'Arche n'a pas encore vu le jour).

Notre mobilisation l'a inquiétée puisqu'elle a insisté sur nos intentions pour la suite du mouvement.

23/11/2017 Grève Nationale

A l'appel de Solidaires Finances Publiques, une journée nationale de grève à la DGFIP avec rassemblement à Bercy a été lancée en réaction notamment aux nouvelles suppressions d'emplois et aux atteintes portées dans les projets de la DG aux règles de gestion... Cette journée marquait dans le département notre 13ème journée de mobilisation. Après un rassemblement eurois, une délégation s'est rendue au rassemblement de Bercy pour porter la voix des agents de l'Eure.







Boycott des vœux du Directeur :

Comme chaque année, notre secrétaire départementale a décliné au nom de la section, l'invitation du Directeur à ses vœux 2018 par une lettre ouverte indiquant que nous ne pouvions cautionner la politique mise en œuvre par la Direction locale.

8/01/2018 Action Comité Technique emplois et conférence de presse

A l'initiative de Solidaires Finances Publiques, le jour du CTL emploi, l'intersyndicale a organisé une conférence de presse dans les locaux de Solidaires. Un journaliste de la Dépêche était présent et a produit un bel article sur les suppressions d'emplois et les inquiétudes quant au réseau départemental.

22/03/2018 Grève Fonction Publique:

A l'appel de 7 syndicats de la FP contre les atteintes au statut, aux services publics, en réaction aux futures réformes CAP 22, au jour de carence etc...Belle réussite à la DGFIP 38,89 % de grévistes 34,81 % à la DDFIP, avec une manifestation à Evreux.





3/05/2018 Journée DGFIP morte

Distribution de tracts au public et pétition en intersyndicale, sur le site d'Evreux Politzer. Dans notre département, 14,25 % des agents étaient en grève.

15/05/2018 Grève au centre des Finances Publiques de Bernay. Distribution de tracts au public et sensibilisation sur le devenir des services de proximité. Articles l'Eveil Normand du 15 mai et Paris Normandie du 16 mai.





17/05/2018 Nouvelle journée d'action à Evreux Politzer.

Distribution de tracts au public et pétition en intersyndicale. Très réceptifs, les usagers ont largement manifesté leur soutien en signant notre pétition.

22/05/2018 Mobilisation Fonction Publique lancée par les 9 fédérations de fonctionnaires.

Ainsi plus d'un agent des finances publiques sur 4 était en grève au plan national (25,5%) et quasiment autant au niveau local (22,4%)



11/06/2018 Rencontre avec le Ministre de l'Action et des Comptes Publics.

A cette occasion, nous lui avons remis une lettre ouverte, à laquelle il s'est engagé à répondre, nous attendons toujours...

14/09/2018 Sauvons la trésorerie de La Saussaye.

L'intersyndicale s'est mobilisée aux côtés des agents pour dire NON au projet de fermeture au 1er janvier 2019 de la trésorerie de La Saussaye.







Pour faire partager nos analyses, contre la fraude fiscale.

30/10/2018 Communiqué de presse « La fraude fiscale en Normandie est évaluée à 4 milliards d'euros »



Nos expressions avec **ATTAC** (Association pour la Taxation des Transactions financières et pour l'Action Citoyenne), **Anne GUYOT-WELKE** Secrétaire Nationale, est venue animer plusieurs conférences débats dans le département.



Pour défendre la Fonction Publique et le service public

En Normandie, la fraude fiscale évaluée à 4 milliards d'euros

Fiscalité. Dans un rapport, Solidaires un rapport, Publiques

> Près de quatre milliards d'euros



Z





nomandie actu







Pour défendre la DGFIP, ses services et nos emplois

e Courrier



Solidaires ...







La force de tous les agents de la DGFiP